

L'ÉDITO

par Philippe MARTIN

La force indigne

L'usage de la force, hier en Catalogne, ne va pas simplifier la tâche du gouvernement espagnol. Un pas a été franchi.

À Barcelone, à Gérone ou à Figueras, tous les ingrédients étaient rassemblés pour que la journée de dimanche soit explosive. Des militants indépendantistes, d'une part, solidement déterminés à aller jusqu'au bout de leur projet et, en face, un gouvernement de Madrid prêt à tout, y compris à l'usage de la force, pour empêcher ce scrutin.

Tous les ingrédients étaient rassemblés mais il restait une inconnue, la lueur d'espoir du dialogue, du refus de l'escalade. L'espoir d'une initiative originale et intelligente pour désamorcer cette poudrière, pour ne pas en venir aux mains, alors que les poursuites judiciaires, les arrestations, les perquisitions, les confiscations d'urnes et le déploiement de 10 000 policiers, organisés par Madrid, n'avaient rien fait pour calmer les ardeurs des indépendantistes. Au contraire !

Hier, donc, l'explosion redoutée s'est produite. Avec la brutalité qui s'impose dans ce genre de circonstance, avec des policiers qui tirent sur la foule et des blessés par dizaines.

Heureusement, sans décès. Mais en Catalogne, l'irréparable a été

commis, nous donnant à voir des images - aussitôt multipliées par les réseaux sociaux - que l'on n'avait plus vues depuis plus de vingt ans en Europe et qui rappellent les heures sombres de l'Espagne franquiste.

En démocratie, la force doit rester à la loi, dit-on. Ce qui signifie que seul l'État de droit peut recourir à l'usage de la force pour maintenir l'ordre. Ce que vient de faire le gouvernement espagnol... avec les diverses conséquences dramatiques attendues : des indépendantistes catalans qui endosseront le rôle de victimes, des citoyens plus hésitants qui se joindront à la cause et des militants qui ne craindront plus d'user de la violence puisque celle-ci a été légitimée par le pouvoir.

Si l'autorité peut recourir à la force, n'a-t-elle pas aussi le devoir de mettre tout en œuvre pour ne pas en faire usage ? Pour ne pas l'avoir compris, Madrid risque à présent d'avoir encore plus de difficultés à contrôler les aspirations à l'autodétermination du peuple catalan. Pour l'opinion publique, même bien au-delà des frontières régionales, le gouvernement de Mariano Rajoy restera celui qui a opposé la violence des armes à l'expression démocratique des bulletins de vote.